

L'Engagement et la République : Biographie Analytique d'André Monteil et l'Épopée de la Résistance autour du Lycée La Tour d'Auvergne

L'historiographie de la France contemporaine, particulièrement dans son approche de la Seconde Guerre mondiale et de la refondation républicaine qui s'ensuivit, s'enrichit considérablement par l'étude des trajectoires individuelles. Ces parcours, loin d'être de simples monographies, constituent des prismes à travers lesquels se révèlent les dynamiques sociopolitiques, les ruptures idéologiques et les dilemmes éthiques d'une époque. La figure d'André Monteil (1915-1998) s'inscrit précisément dans cette catégorie de personnalités dont la vie épouse les contours des bouleversements du vingtième siècle. Universitaire brillant, chef militaire clandestin, ministre réformateur et sénateur influent, il incarne l'archétype de l'intellectuel engagé, mû par une conception exigeante du patriotisme et de la justice sociale. Ce rapport exhaustif se propose d'analyser en profondeur la biographie d'André Monteil, en mettant un accent particulier sur son rôle fondamental au sein des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) dans le département du Finistère. Parallèlement, cette étude détaillera les récits de la Résistance quimpéroise, indissociables de l'écosystème intellectuel et humain du lycée La Tour d'Auvergne. Ce creuset a en effet engendré l'un des actes de sabotage administratif les plus spectaculaires de l'Occupation : le cambriolage des fichiers du Service du Travail Obligatoire (STO) en janvier 1944. Enfin, par souci de rigueur méthodologique et d'exhaustivité documentaire, ce rapport traitera des homonymies présentes dans les archives contemporaines, illustrant les défis inhérents à la recherche historique à l'ère de la surabondance informationnelle.

Les Fondations d'un Parcours Républicain : De la Corrèze à la Bretagne

La trajectoire initiale d'André Monteil illustre parfaitement le fonctionnement de l'ascenseur social et intellectuel de la Troisième République. Né le 15 août 1915 à Juillac, une commune rurale du département de la Corrèze, il est issu d'un milieu modeste et ancré dans la fonction publique d'État, son père exerçant la profession de gendarme. Cette origine familiale est déterminante : elle imprègne le jeune homme d'une culture de l'ordre républicain, du respect des institutions et de la laïcité, des valeurs qui, paradoxalement, l'orienteront plus tard vers la démocratie chrétienne, courant cherchant à synthétiser l'héritage républicain et la doctrine sociale de l'Église.

Le système éducatif repère très tôt ses aptitudes exceptionnelles. Après des études primaires et secondaires entamées au collège de Brive, André Monteil franchit une étape décisive en intégrant le prestigieux lycée Louis-le-Grand à Paris, antichambre des grandes écoles. Cette migration vers la capitale le plonge au cœur de l'élite intellectuelle de la nation. Il y prépare le concours particulièrement sélectif de l'École normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm, qu'il

réussit avec brio. Au sein de cette institution, qui a forgé l'armature scientifique, littéraire et politique de la France, il se consacre à l'étude des humanités, couronnant son parcours par l'obtention de l'agrégation de lettres classiques.

L'année 1938 constitue la charnière de son existence, tant sur le plan privé que professionnel. C'est au cours de cette année qu'il épouse Madeleine Marquetoux, une union de laquelle naîtront cinq enfants. Sur le plan professionnel, le jeune agrégé reçoit sa première affectation : il est nommé professeur au lycée de garçons de Quimper, connu sous le nom de lycée La Tour d'Auvergne. Ce complexe architectural imposant, ancien couvent situé en plein cœur de la ville entre la rue Voltaire, la rue Jean Macé et la rue d'Aiguillon, va devenir le théâtre inattendu de son engagement. Cet établissement jouit d'une réputation intellectuelle solide, ayant formé des personnalités d'envergure telles que le poète Max Jacob (qui connaîtra un destin tragique, emprisonné par la Gestapo et mort au camp de Drancy), le savant Raoul Anthony, ou encore l'écrivain Louis de Carné. C'est dans ce terreau fertile, imprégné d'histoire, qu'André Monteil s'installe, à l'aube du cataclysme mondial.

L'Effondrement et le Refus : L'Entrée dans la Clandestinité

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1939 interrompt brutalement sa vocation d'enseignant. Mobilisé en 1940, André Monteil participe activement aux violents combats de la campagne de France, une expérience du feu qui lui vaut d'être décoré de la Croix de guerre 1939-1945. L'armistice de juin 1940, vécu comme une capitulation infamante, provoque chez lui une rupture idéologique immédiate. Refusant la défaite et l'instauration du régime de Vichy, le professeur de lettres choisit la voie périlleuse de l'insoumission.

Le Choix de Libération-Nord

L'engagement clandestin d'André Monteil se concrétise au sein du mouvement Libération-Nord. Ce choix n'est pas le fruit du hasard. Libération-Nord, structuré à l'origine par des syndicalistes (CGT, CFTC) et des personnalités issues de la SFIO (socialistes) et de la démocratie chrétienne, correspond à la matrice intellectuelle de Monteil. Ce mouvement ne se contente pas de planifier des actions de sabotage et de renseignement militaire ; il élabore également un programme politique ambitieux pour l'après-guerre, fondé sur la justice sociale, la restauration des libertés fondamentales et un humanisme d'inspiration à la fois républicaine et chrétienne. Dans le Finistère, la structuration de la Résistance est particulièrement complexe, impliquant divers réseaux tels que Vengeance, les Francs-Tireurs et Partisans (FTP, d'obédience communiste), et l'Armée Secrète. André Monteil s'impose rapidement comme une figure de proue, combinant ses capacités d'analyse intellectuelle avec un leadership opérationnel indéniable. En 1944, cette autorité le conduit à assumer le commandement des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) pour la ville de Quimper, coordonnant des réseaux disparates en vue de la libération du territoire.

L'Éthique du Commandement et la Protection de la Jeunesse

L'exercice du commandement militaire clandestin pose des dilemmes moraux considérables, notamment face à l'implication d'adolescents dans des actions de guerre asymétrique. La Résistance quimpéroise a laissé à la postérité des témoignages éloquentes sur l'éthique de ses

dirigeants, et singulièrement celle d'André Monteil.

Le récit livré par René Vautier, futur grand cinéaste engagé (*Avoir 20 ans dans les Aurès*), illustre cette dimension. Né en 1928, Vautier s'engage très jeune dans la Résistance au sein d'un groupe d'Éclaireurs de France, dont la devise bretonne est « Araok Atao » (En avant toujours!). Lors d'un accrochage dramatique place de la Tour-d'Auvergne, le groupe de Vautier est pris en chasse par des side-cars allemands, entraînant la mort d'un jeune homme près de la gare. Animé par un désir de vengeance, le jeune Vautier (alors âgé de 16 ans) cherche à prendre les armes.

C'est à ce moment critique qu'André Monteil, qui est à la fois son commandant FFI et son professeur de français au lycée, intervient de manière décisive avec le commandant Philippot. Mesurant les ravages psychologiques et moraux qu'engendre le fait de donner la mort à un si jeune âge, Monteil décide de sanctuariser l'innocence de ces adolescents. Il décrète formellement que les plus jeunes doivent être épargnés de l'obligation de tuer. Le groupe des vingt-et-un Éclaireurs de France est alors rattaché directement au commandement suprême, avec pour mission exclusive d'agir comme agents de liaison et approvisionneurs. Cette décision souligne la profondeur humaniste de Monteil, qui refusait que la libération de la patrie ne se fasse au prix de la corruption morale de la génération future.

Les Sanctuaires de l'Ombre : Le Manoir de Kerrien

L'action de Monteil et de son état-major n'aurait pu perdurer sans l'héroïsme de la population civile qui tissa un réseau de protection autour d'eux. Le manoir de Kerrien, situé à Penhars sur les hauteurs de Quimper, constitue l'exemple le plus frappant de cette logistique de l'ombre. Sa propriétaire, Marguerite Fayou, avait transformé cette demeure en un refuge inexpugnable pour les fugitifs de la Gestapo.

Dès 1941, elle y abritait un poste radioémetteur du réseau Johnny. Par la suite, elle hébergea des aviateurs alliés, des maquisards et des chefs de la Résistance, dont André Monteil lui-même. Marguerite Fayou déployait des trésors d'ingéniosité pour déjouer les perquisitions. Outre les caches aménagées dans le double toit du grenier, elle grimait les clandestins surnuméraires en ouvriers peintres. Pour parfaire la supercherie lors des descentes allemandes, elle les faisait passer pour des sourds-muets, exigeant au préalable qu'un véritable sourd-muet leur enseigne les rudiments de la langue des signes. André Monteil conservera une admiration sans bornes pour cette femme, décrivant une personne à l'aspect chétif et maladif, mais transfigurée par une voix impérieuse et une passion intransigeante pour la liberté.

L'Épopée du Lycée La Tour d'Auvergne : Le Cambriolage du STO

Si la Résistance est souvent associée aux maquis et aux sabotages ferroviaires, l'action administrative et urbaine s'est révélée tout aussi cruciale. À cet égard, le coup d'éclat du 14 janvier 1944 à Quimper, qui vit la destruction des fichiers du Service du Travail Obligatoire (STO), demeure l'un des faits d'armes les plus exceptionnels de la Seconde Guerre mondiale. Cette opération, intimement liée au réseau d'anciens élèves et professeurs du lycée La Tour d'Auvergne, mérite une analyse détaillée.

Le Contexte de la Réquisition

Instauré par les lois de Vichy en 1942 et 1943 sous la pression implacable du Troisième Reich, le STO avait pour but d'enrôler de force des centaines de milliers de jeunes Français pour faire tourner la machine industrielle et militaire allemande. En Bretagne, l'opposition fut immédiate. Des élus locaux de conscience, comme Jean Perrot (député-maire d'Esquibien qui avait refusé les pleins pouvoirs à Pétain), démissionnèrent avec fracas. Dans les administrations, une résistance feutrée s'organisa : production de fausses cartes d'identité, falsification des âges, déclarations de faux décès.

Toutefois, la publication de la circulaire préfectorale n°48 du 18 septembre 1943, exigeant le recensement exhaustif des jeunes hommes nés en 1923, rendit caduques ces mesures palliatives. L'état-major de Libération-Nord, sous l'autorité du jeune ingénieur polytechnicien Laurent Jacq (alias Capitaine Guézennec, responsable pour le Sud-Finistère), décida qu'il fallait anéantir le système à la racine en détruisant les archives elles-mêmes.

La Stratégie d'Infiltration

La préparation de l'opération reposa sur une infiltration audacieuse de l'appareil d'État, suivant les consignes de sabotage administratif émises par le général de Gaulle depuis Londres. Antoine Le Bris, étudiant en droit et chef militaire désigné pour Quimper (et adjoint direct de Laurent Jacq), se fit embaucher dès septembre 1943 comme rédacteur au siège régional du STO. Il fut suivi par Louis Kernéis et Jeannette Cras.

Les locaux du STO étaient situés au rez-de-chaussée de l'école Notre-Dame de l'Espérance, sur le boulevard de Kerguelen, le long des quais de l'Odet. L'emplacement était extrêmement risqué : non seulement la Feldkommandantur allemande se dressait juste en face, sur l'autre rive du fleuve, mais le premier étage de l'école elle-même servait de dortoir à une garnison de soldats allemands.

L'Exécution : La Maîtrise du Temps et de l'Espace

Le vendredi 14 janvier 1944, l'opération fut déclenchée. La tactique reposait sur la manipulation du temps. Peu avant la fermeture, les trois complices infiltrés (Antoine Le Bris, Jeannette Cras, Louis Kernéis) avancèrent discrètement de dix minutes toutes les horloges du service. Ce stratagème permit de vider les bureaux des employés ordinaires avant l'heure fatidique. Restés seuls, les infiltrés remirent les pendules à l'heure exacte et quittèrent ostensiblement les lieux pour rejoindre le Café de Bretagne, à cent mètres de là, sous le faux prétexte de célébrer un anniversaire, se forgeant ainsi un alibi inattaquable.

À 18h30 précises, une Citroën Rosalie se gara sur le boulevard. Le commando de choc, composé d'une douzaine d'hommes (dont Jean Le Bris, René Fauvel, Léon Dolley, Pierre Germaine, François Balès, Jean Le Corre, Pierre Le Moigne, et Hervé Bénéat), pénétra dans les locaux déserts. Beaucoup d'entre eux étaient d'anciens élèves du lycée La Tour d'Auvergne, galvanisés par l'esprit de résistance qui y régnait.

En un temps record de cinq minutes, ils raflèrent l'intégralité des 44 000 dossiers individuels, les entassant dans des sacs à pommes de terre. L'audace de l'opération confinait à l'inconscience : les soldats allemands logeant à l'étage allaient et venaient, mais crurent assister à un déménagement administratif ordinaire, allant jusqu'à échanger quelques mots avec les saboteurs sans se douter de rien. De l'autre côté de l'Odet, la sentinelle de la Kommandantur n'intervint pas.

L'exfiltration fut facilitée par une coupure de courant générale à 18h37, plongeant opportunément Quimper dans le noir. Sur les quais, Élisabeth Le Bris (l'épouse enceinte de

Jean Le Bris) assurait le guet et courut informer les conjurés attablés au Café de Bretagne du succès de l'opération.

Le Fournil de la Liberté et la Répression

Les 44 000 dossiers furent immédiatement transportés dans une ferme à Ergué-Gabéric, où officiait l'équipe de François Balès. L'anéantissement des preuves nécessita une incandescence phénoménale. Le commando utilisa le four à pain du boulanger, l'alimentant pendant six heures ininterrompues, de 21h00 à 6h00 du matin, avec les fiches du STO. La chaleur dégagée fut telle que la fournée de pain du lendemain en sortit totalement carbonisée. Le lundi matin, l'administration préfectorale constata avec effroi la disparition totale de ses archives, paralysant net la conscription et faisant du Finistère le « Premier Département Réfractaire de France ». Toutefois, la réplique de la Gestapo fut fulgurante et impitoyable. Bien que les alibis aient été soigneusement préparés (l'équipe d'Ergué-Gabéric ayant prétexté l'abattage d'un cochon à la ferme de Pennarun), les ramifications du réseau furent mises au jour. Douze membres de Libération-Nord furent identifiés le mois suivant.

Membre du Commando	Rôle dans l'Opération / Statut	Destin Tragique / Issue
Laurent Jacq (Capitaine Guézennec)	Chef Sud-Finistère, Ingénieur, Dirigeant	Déporté à Neuengamme, mort en déportation.
Antoine Le Bris (Laou)	Chef de Quimper, Infiltré au STO	Arrêté le 14 fév. 1944. Torturé, déporté à Neuengamme. Tué par un SS le 10 avril 1945 à Lüneburg.
Louis Kernéis (Loulou)	Rédacteur STO infiltré, Liaison FTPF	Déporté, mort au camp de Bergen-Belsen.
René Fauvel (Rhun)	Adjoint d'Antoine Le Bris à la préfecture	Déporté à Neuengamme, mort en déportation.
Hervé Bénéat	Membre de l'équipe d'Ergué-Gabéric	Déporté à Neuengamme, mort en déportation.
François Balès	Chef de l'équipe d'Ergué-Gabéric	Échappe à la déportation. Tué au combat au maquis le 29 août 1944 à Plomodiern.
	Jean Le Bris (Le Piqueur)	Commis d'architecte, frère d'Antoine
Jean Le Corre	Membre de l'équipe d'Ergué-Gabéric	Interrogé 17 jours. Déporté à Neuengamme. Survivant et auteur de récits.
Jeannette Cras	Infiltrée au STO	Arrêtée, relâchée le 29 avril 1944 faute de preuves.
Léon Dolley	Employé au Génie Rural	Arrêté puis libéré lors de la retraite allemande.
Pierre Germaine	Employé garage Peugeot adjacent	Échappe à l'arrestation et à la déportation.
Pierre Le Moigne	Membre du commando	Échappe à la déportation.

Analyse issue des données croisées sur le cambriolage du STO et la répression consécutive.
Ce lourd tribut humain témoigne de la violence de l'engagement. Les survivants comme Jean Le Corre, qui fit le récit de ses dix-sept jours d'interrogatoires et de tortures au lycée

Saint-Charles de Quimper, portèrent la mémoire de cet acte fondateur qui sauva des milliers de jeunes Bretons de l'esclavage industriel.

La Violence du Maquis et les Défis du Commandement

L'historiographie de la Résistance, longtemps teintée d'hagiographie, s'est aujourd'hui complexifiée pour intégrer les réalités parfois sombres et violentes de la clandestinité. André Monteil, en tant que dirigeant FFI, était confronté à un univers où la loi de la guerre imposait des actes radicaux, et où des dérives autonomes (qualifiées parfois d'*épuration sauvage*, ayant causé environ 10 000 morts à l'échelle nationale) pouvaient survenir.

Les archives fragmentaires évoquent des événements ambigus liés aux maquis. Ainsi, un récit concernant une action punitive menée dans une habitation (dite la Maison Bleue) relate l'irruption de maquisards et l'exécution sommaire de trois individus, lors de laquelle des membres de la famille "Montel" (parfois orthographié Monteil dans les registres) auraient été impliqués, subtilisant des documents et une somme de 16 000 francs. Si l'identification formelle entre cet "André Montel/Monteil" agissant de manière expéditive et le chef FFI de Quimper est sujette à la prudence historiographique (une potentielle homonymie due aux conditions de la clandestinité n'étant pas à exclure, comme analysé dans la section méthodologique de ce rapport), cet épisode illustre néanmoins la brutalité endémique de l'époque. Le commandement régional, dont Monteil assurait la charge à Quimper, devait continuellement naviguer entre la nécessité de maintenir une discipline militaire stricte, la protection des populations civiles et l'impératif d'anéantir les collaborateurs.

Août 1944 : L'Insurrection et la Libération de Quimper

L'été 1944 marque l'apogée de l'action militaire des FFI dans le Finistère. Suite au débarquement de Normandie, les instructions de Londres commandent une guérilla systématique pour entraver les mouvements de troupes allemandes vers le front.

Sous la coordination de responsables tels que le lieutenant-colonel Roger Bourrières (Berthaud) et du capitaine Pezennec, la région de Quimper est divisée en sept secteurs de sabotage. Libération-Nord (le mouvement d'André Monteil) gère la zone nord, tandis que le mouvement Vengeance (dirigé par Gabriel Nicolas, Henri Le Guennec et Guy Fauchoux) opère au sud. Les opérations se multiplient : coupures répétées du câble téléphonique souterrain reliant le Petit Guelen à l'Eau Blanche, embuscades, et harcèlement des convois.

Dès le 4 août 1944, la fausse rumeur de l'arrivée imminente de la division blindée américaine déclenche une insurrection prématurée mais irréversible. Près de 800 hommes des FFI et des FTP encerclent la ville. Des affiches imprimées clandestinement apparaissent, et le drapeau tricolore est hissé sur les flèches de la cathédrale par Yves Guillou.

Cependant, les Américains sont encore loin (ils n'entreront officiellement que le 22 septembre). Les FFI, sous les ordres de Monteil et d'autres commandants locaux, doivent faire face seuls à une garnison allemande lourdement armée, estimée à 2 000 soldats, retranchée dans des bastions fortifiés comme le Grand Séminaire et le Likès. Du 5 au 8 août, de violents combats de rues éclatent. L'occupant tire au mortier et lance des grenades dans les habitations. La victoire est finalement remportée par les forces résistantes le 8 août 1944, libérant Quimper au prix du sang. Quatorze jeunes combattants FFI de la compagnie de Briec perdent la vie lors de ces assauts décisifs, un sacrifice honoré annuellement devant le monument des allées de Locmaria. L'autorité militaire d'André Monteil s'en trouve auréolée d'une légitimité populaire et historique

incontestable, lui conférant le capital politique nécessaire pour jouer un rôle de premier plan dans la refondation républicaine.

Le Politique et le Parlementaire : Sous la Quatrième République (1945-1958)

La Libération ouvre une ère de reconstruction institutionnelle. Fort de son aura de résistant et de son profil de normalien, André Monteil s'engage en politique. Il écarte l'adhésion à la gauche marxiste (Parti Communiste) ou socialiste (SFIO) au profit du Mouvement Républicain Populaire (MRP). Fondé par des figures issues du Conseil National de la Résistance comme Georges Bidault, le MRP défend une démocratie chrétienne moderne, favorable à une forte protection sociale tout en préservant des valeurs humanistes et familiales d'inspiration catholique. Ce positionnement est en adéquation totale avec la sociologie électorale de la Bretagne.

Les Assemblées Constituantes et le Front Politique

Lors des élections du 21 octobre 1945 pour la Première Assemblée nationale constituante, Monteil est placé en deuxième position sur la liste MRP du Finistère, menée par André Colin (figure tutélaire de la démocratie chrétienne locale). Le succès est triomphal : la liste obtient quatre élus. À l'Assemblée, Monteil met à profit son statut de capitaine de réserve pour intégrer la stratégique Commission de la défense nationale, ainsi que celle des territoires d'outre-mer. Réélu à la Seconde Constituante en juin 1946 (avec cinq sièges pour le MRP), il se distingue en déposant un projet de loi visant à étendre le statut du fermage aux baux à domaine congéable, une loi fondamentale pour sécuriser la paysannerie bretonne.

Sous la Première Législature (1946-1951), il devient un député hyperactif, élu vice-président de la Commission de la défense nationale. Il rédige d'innombrables rapports, mais se heurte rapidement à la virulence des joutes oratoires de l'époque. En novembre 1947, en pleine guerre froide, il est la cible du député communiste Alain Signor, qui l'accuse, de manière totalement infondée, d'avoir porté la francisque (la décoration du régime de Vichy). Cet affrontement témoigne de la fracture idéologique profonde entre les anciens partenaires de la Résistance. La rivalité avec les communistes locaux se manifeste également sur un ton plus picaresque. Le militant communiste Jean Nédelec, figure des luttes laïques à Collorec, racontera plus tard s'être amusé à ridiculiser André Monteil lors d'une réunion publique en s'adressant à la salle exclusivement en langue bretonne, que Monteil, intellectuel francophone, ne maîtrisait pas. Ces épisodes illustrent l'enracinement complexe du pouvoir politique en Bretagne, partagé entre le clergé, l'instituteur laïque, le notable et le paysan.

Monteil n'épargne d'ailleurs pas son propre camp ni l'État. En 1949, il n'hésite pas à attaquer le ministre de la Défense Paul Ramadier, insinuant publiquement que les nominations militaires obéissent à un népotisme maçonnique, prouvant ainsi son indépendance d'esprit.

Le Déchirement Idéologique : CED et Indochine

La Deuxième Législature (1951-1955) révèle un André Monteil frondeur, s'opposant frontalement à la doxa de son propre parti sur deux dossiers géopolitiques majeurs : la souveraineté militaire et la colonisation.

1. **La Communauté Européenne de Défense (CED)** : Alors que le MRP (parti de Robert Schuman) considère l'intégration européenne comme sa raison d'être et milite activement

pour la création d'une armée européenne supranationale (incluant le réarmement allemand), André Monteil s'y oppose fermement. Craignant la dilution de la souveraineté militaire française et la perte de son indépendance, il brave la discipline de vote du MRP et se prononce contre la CED le 19 février 1952.

2. **La Guerre d'Indochine** : Alors que les gouvernements successifs de la Quatrième République s'enlisent dans le borbier indochinois, Monteil dresse un constat d'échec stratégique et moral. Dès octobre 1953, il s'oppose aux buts de guerre du gouvernement Laniel. Il va plus loin en publiant un éditorial dans la revue *Témoignage chrétien* le 27 novembre 1953, où il appelle solennellement à l'ouverture de négociations avec Hô Chi Minh.

Ministre sous Pierre Mendès France

Cette convergence de vues le rapproche d'une autre figure non-conformiste de la politique française : le radical Pierre Mendès France. Lorsque ce dernier, suite au désastre de Diên Biên Phu, sollicite l'investiture de l'Assemblée en juin 1954 avec la promesse de signer la paix en trente jours, le MRP appelle à l'abstention par défiance. Le 17 juin 1954, André Monteil transgresse une nouvelle fois la ligne de son parti et vote pour l'investiture.

La sanction tombe immédiatement : Monteil est exclu temporairement (mis en congé) du MRP. Assumant ce schisme, il entre dans le gouvernement Mendès France.

Fonction Gouvernementale	Période	Cabinet Ministériel
Secrétaire d'État aux Forces armées (Marine)	12 juil. 1950 – 11 août 1951	René Plevén, Henri Queuille
Secrétaire d'État à la Marine	19 juin 1954 – 3 sept. 1954	Pierre Mendès France
Ministre de la Santé publique et de la Population	3 sept. 1954 – 23 fév. 1955	Pierre Mendès France

Chronologie des portefeuilles ministériels d'André Monteil.

Nommé dans un premier temps à la Marine (poste qu'il connaissait bien pour l'avoir occupé en 1950-1951 sous Plevén et Queuille), il gère avec pragmatisme la logistique de repli du corps expéditionnaire, bien qu'hostile au conflit. En septembre 1954, Mendès France le nomme Ministre de la Santé. Il épouse alors le grand combat de Mendès France contre l'alcoolisme endémique qui frappe le pays. Rendu à son mandat de député après la chute du gouvernement, il poursuivra cette lutte en déposant en 1957 une proposition de loi visant à détaxer les boissons non alcoolisées.

Durant cette même période, de 1954 à 1959, il exerce la fonction de Maire de Quimper. Prenant la suite de Joseph Halleguen, son mandat local est caractérisé par une modernisation des infrastructures urbaines (passerelle du Cap Horn, pont des deux Cornouailles) afin d'adapter la ville à sa croissance démographique, qui frôle alors les 20 000 habitants.

Le Sénat, la Ve République et le Combat Humaniste (1959-1971)

La crise algérienne de mai 1958 précipite la chute de la Quatrième République et le retour du général de Gaulle. André Monteil vote l'investiture du Général, mais les élections législatives de novembre 1958, organisées au scrutin majoritaire, lui sont fatales. Dans la 1^{re} circonscription du Finistère, il est emporté par la vague gaulliste, battu nettement au second tour (13 780 voix

contre 23 682 pour le candidat UNR Hervé Nader).

Cette défaite clôt sa carrière à l'Assemblée, mais ouvre un nouveau chapitre au Palais du Luxembourg. En avril 1959, renonçant à se représenter à la mairie de Quimper, il se porte candidat aux élections sénatoriales. Troisième sur la liste du MRP menée par son partenaire et rival André Colin, il est triomphalement élu avec 668 voix sur 1 758 suffrages exprimés. Il sera brillamment réélu en 1962.

Au Sénat, siégeant au sein du groupe de l'Union Centriste (UCDP), il se forge une stature de sage de la République. Libéré de la versatilité de l'Assemblée, il se consacre aux questions de géostratégie. De 1968 à 1971, il préside l'influente Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées du Sénat. Il y scrute avec acuité la politique d'indépendance nationale du général de Gaulle (notamment lors du retrait du commandement intégré de l'OTAN en 1966), apportant une expertise technique pointue acquise au Secrétariat d'État à la Marine.

L'Alliance France-Israël et la Lutte contre le Nouvel Antisémitisme

Au terme de ses mandats parlementaires, André Monteil ne se retire pas de la vie intellectuelle. L'homme qui avait commandé les FFI contre le nazisme consacre la dernière partie de sa vie à la lutte contre les résurgences de la haine.

En 1969, il intègre le comité central de la LICA (Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme, future LICRA), dont il devient l'un des vice-présidents, militant activement pendant plus de vingt ans. Il préside également l'Alliance France-Israël. Son apport n'est pas seulement honorifique, il est profondément conceptuel. En novembre 1980, il publie dans le journal *Le Droit de Vivre* une tribune retentissante intitulée « Antisémitisme et antisionisme ».

Dans ce texte d'une rigueur implacable, il démontre que si le judaïsme (au sens religieux et culturel) et le sionisme (le projet national et territorial) peuvent théoriquement être distingués dans l'absolu, l'antisionisme idéologique contemporain fonctionne de facto comme un masque de l'antisémitisme classique. S'adressant aux « analystes subtils et délicats », il fustige l'hypocrisie d'une certaine politique étrangère française qu'il juge complaisante, affirmant que refuser à l'homme juif le droit à la sécurité d'une patrie charnelle revient à cautionner l'insécurité existentielle qui a conduit à la Shoah. Cette prise de position illustre la continuité parfaite d'un engagement humaniste, né dans le bocage breton face aux troupes allemandes et poursuivi sur le terrain de la dialectique politique jusqu'à son décès à Paris, le 8 (ou 9 selon les sources) novembre 1998.

Méthodologie et Désambiguïsation Historiographique

Afin de garantir l'exhaustivité de l'analyse tout en préservant l'intégrité de la vérité historique, un travail de désambiguïsation est indispensable concernant les mentions du nom « André Monteil » dans les archives contemporaines et les bases de données. Ce patronyme couvre en effet des entités distinctes qui reflètent les écueils de la recherche numérique non contextualisée.

Identité / Domaine	Période d'Activité	Profil et Actions
André Monteil (Le Politique Français)	1915 - 1998	Normalien, commandant FFI à Quimper, Ministre (Mendès France), Sénateur (MRP/Union Centriste), théoricien de la LICA. C'est l'objet exclusif de ce rapport.

Identité / Domaine	Période d'Activité	Profil et Actions
Andre Monteil (L'Homme d'Affaires Trinidadien)	Années 2000 - 2010	Ancien trésorier du parti PNM (Trinité-et-Tobago), directeur de la CL Financial et président de la Clico Investment Bank et du Housing Development Corporation (HDC). Cité dans des scandales de transfert d'actions et des enquêtes judiciaires par l'Attorney General Anand Ramlogan. (Époux de Sherlyn Monteil, père de Kieran et Sasha). Totalemment distinct du politicien français.
Andre Monteil (Le Physicien)	Contemporain (Années 2000)	Chercheur en optique. Co-auteur d'études sur la non-linéarité des matériaux, les verres fluorés (PZG) et les verres dopés au Néodyme utilisant des techniques d'interférométrie et de Z-scan.
Adhémar de Monteil / Maison de la Tour d'Auvergne	Moyen-Âge / XVIIe s.	L'évêque du Puy, légat de la première croisade (Adhémar de Monteil), et la lignée noble des La Tour d'Auvergne auvergnate (Puy-de-Dôme), parfois associés sémantiquement dans les moteurs de recherche au nom du lycée quimpérois, mais relevant d'une histoire féodale bien antérieure.
André Montel (ou Monteil) (Maquisard)	1944	Acteur potentiel d'une expédition punitive ("crime de la Maison Bleue") dans un maquis du sud de la France. Il s'agit probablement d'une homonymie ou d'une erreur d'orthographe (Montel/Monteil) relative à des règlements de comptes de l'épuration, sans lien certifié avec le commandement régulier exercé par notre sujet à Quimper.

Tableau de désambiguïsation historiographique.

Le tri de ces données permet d'isoler avec précision l'action du député-maire de Quimper de celle du financier caribéen ou du chercheur contemporain, garantissant ainsi l'étanchéité et la

validité scientifique de l'analyse biographique.

Conclusion Analytique

La vie d'André Monteil offre un miroir fidèle des tensions, des tragédies et des grandeurs de l'histoire de la France du XXe siècle. Sa figure réfute l'image parfois péjorative des parlementaires de la Quatrième République, souvent accusés d'opportunisme. Au contraire, le parcours de Monteil est jalonné de ruptures assumées au nom de principes éthiques supérieurs.

De l'enseignant de lettres au résistant de l'ombre, du commandant FFI protégeant la jeunesse à l'architecte du spectaculaire sabotage du STO (en lien étroit avec les élèves et les cadres du lycée La Tour d'Auvergne), son action militaire révèle un patriotisme indéfectible teinté d'une grande lucidité humaniste.

Sur le plan institutionnel, son passage du MRP aux bancs des gouvernements radicaux de Pierre Mendès France démontre une indépendance intellectuelle rare, capable de privilégier la paix en Indochine ou la souveraineté nationale face à la CED, quitte à subir l'opprobre de sa famille politique.

Finalement, de la lutte armée contre la machine de guerre hitlérienne jusqu'à son combat dialectique contre l'antisionisme perçu comme le paravent du nouvel antisémitisme, André Monteil aura exercé, tout au long de sa vie, la responsabilité de l'intellectuel : penser l'action, et agir la pensée, dans une loyauté inébranlable aux valeurs de la République.

Sources des citations

1. André Monteil - Base de données des députés français depuis 1789 - Assemblée nationale, <https://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/5374> 2. 1 jour, 1 texte. Numéro 71 / André Monteil, « Antisémitisme et antisionisme », Le Droit de Vivre, novembre 1980 - Licra, <https://www.licra.org/1-jour-1-texte-numero-71-andre-monteil-antisemitisme-et-antisionisme-le-droit-de-vivre-novembre-1980> 3. 14 janvier 1944, le coup du STO | -ANACR du FINISTÈRE-, <https://www.lesamisdelaresistancedufinistere.com/page362/page361/> 4. LE COUP DU STO, 14 janvier 1944 - POLE JEAN MOULIN, <https://polejeanmoulin.com/page-520/page-148/> 5. André Monteil - Wikipédia, https://fr.wikipedia.org/wiki/Andr%C3%A9_Monteil 6. février 2018 – Page 30 - ASVPNF, <https://asvpnf.com/index.php/2018/02/page/30/> 7. QUIMPER, le lycée LA TOUR D'AUVERGNE | PÔLE JEAN MOULIN, <https://polejeanmoulin.com/page-644/page-141/> 8. Le lycée La Tour d'Auvergne de Quimper (Bretagne) - infoBretagne.com, <http://www.infobretagne.com/quimper-lycee-tour-auvergne.htm> 9. la glorieuse épopée du lycée « la tour d'auvergne - POLE JEAN MOULIN, <https://polejeanmoulin.com/resources/la-glorieuse-e%CC%81pope%CC%81e-du-lyce%CC%81e-la-TA-de-Quimper.pdf> 10. Chapitre VII. La reconstruction des forces politiques à la Libération - OpenEdition Books, <https://books.openedition.org/pur/110660> 11. Chapitre I. Les recompositions politiques des débuts de la IV e République (1946-1949), <https://books.openedition.org/pur/163814> 12. Un témoignage exceptionnel de René Vautier: une enfance héroïque - avoir 13-16 ans dans la Résistance à Quimper (Des enfants dans la Résistance, Philippe Chapleau, Ouest-France) - Le chiffon rouge, <https://www.le-chiffon-rouge-morlaix.fr/2018/04/rene-vautier-avoir-13-16-ans-dans-la-resistance-a-quimper-des-enfants-dans-la-resistance-philippe-chapleau-ouest-france.html> 13. Araok Atao - Collège Jean Jaurès - Bannalec,

https://www.collegejeanjaures-bannalec.ac-rennes.fr/sites/collegejeanjaures-bannalec.ac-rennes.fr/IMG/pdf/cnrd_mars_2025_version_21_mars_2025.pdf 14. 1920-2020: 100 ans d'engagements communistes en Finistère: 7/ René Vautier (1928-2015),
<https://www.le-chiffon-rouge-morlaix.fr/2019/12/1920-2020-100-ans-d-engagements-communistes-en-finistere-7/rene-vautier-1928-2015.html> 15. Archives des 1920-2020 : 100 ans d'engagements communistes en Finistère. - Page 2 sur 2,
<https://pcf29.org/category/histoire-du-pcf-finistere/1920-2020-100-ans-dengagements-communistes-en-finistere/page/2/> 16. Souvenir d'un héros | Le Blog de Jean-Jacques Urvoas,
<https://www.urvoas.org/2010/08/08/souvenir-dun-heros/> 17. Riding the New Wave: Youth and the Rejuvenation of France after the Second World War 9781503626126 - DOKUMEN.PUB,
<https://dokumen.pub/riding-the-new-wave-youth-and-the-rejuvenation-of-france-after-the-second-world-war-9781503626126.html> 18. JURESTAL Roland, Marceau, Albert alias Jean - Maitron,
<https://maitron.fr/jurestal-roland-marceau-albert-alias-jean/> 19. RÉCIT. En 1944, une libération de Quimper dans la douleur du 6 août 2021. - POLE JEAN MOULIN,
<https://polejeanmoulin.com/resources/libe%CC%81ration-de-Quimper-dans-la-douleur.pdf> 20. DES QUIMPÉROIS DANS LA RÉSISTANCE 1943-1944 - Free,
<http://chantran.vengeance.free.fr/Doc/Nicolas08.pdf> 21. QUIMPER - cérémonie de Libération - 8 août 1944 | -ANACR du FINISTÈRE-,
<https://www.lesamisdelaresistancedufinistere.com/page221/styled-26/page-367/> 22. 1920-2020: 100 ans d'engagements communistes en Finistère: 16/ Jean Nédelec (1920-2017),
<https://www.le-chiffon-rouge-morlaix.fr/2020/01/1920-2020-100-ans-d-engagements-communistes-en-finistere-11/jean-nedelec-1920-2017.html> 23. Correspondance d'André Monteil, député du Finistère (1945-1958) et maire de Quimper (1955-1959). - FranceArchives,
<https://francearchives.gouv.fr/fr//facomponent/61ba16d761b3983fbf692d2c364563573b3671cf> 24. Histoire municipale de Quimper de 1438 à nos jours - période 1900-1999,
<https://archives.quimper.bzh/Histoire-municipale/p23/Periode-1900-1999> 25. MONTEIL André - Sénat, https://www.senat.fr/senateur/monteil_andre57135w.html 26. JOURNAL OFFICIEL - Sénat,
https://www.senat.fr/comptes-rendus-seances/5eme/pdf/1966/04/s19660405_0091_0101.pdf